L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLÉANS, MERCREDI MATIN, 6 AVRIL 1870. 43me Année.—Vol. XLIII.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.
MERCREDI MATIN, 6 AVRIL.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shériff, à 4 1/2 heures, sur les lieux, le fonds d'un café, meubles, etc, situé à l'angle des rues Orléans et Villere, et le bail de la maison. Et à 10 1/2 du matin, continuation de la vente de marchandises au No 43, Vieille-Levée, entre Donaldsonville et Bienville.

Par Leo Pearson à 11 heures, encan pour les détails au magasin de J.m. Rynack, 168 rue du Canal.

Par J. Dejan Jr, au No 108 rue Gravier—meubles et pianos.

Par M. Marks, au No 9 de la rue de Chartres—marchandises sèches, habillements, flagerie, bonneterie, &c.

Par O Lanoguent, au No 60 de la rue de Chartres—habilements, habillements, marchandises sèches et articles de toilette.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 31 de la rue de Chartres—marchandises sèches, lingerie, marchandises avariées.

ATTENTION!!

☞ Vente continue.

La vente par le shériff du fonds et de l'installation du magasin No 6 rue Vieille Levée, entre Bienville et Dauphine, Deuxième District, sera continuée aujourd'hui, à 9 heures et demie, sur les lieux. Les étagères, vitrines, comptoirs, etc, seront mis à l'enchère à midi précis.

ATTENTION!

☞ Par le Shériff procédera aujourd'hui, à 4 1/2 heures P. M., sur les lieux, à l'adjudication du fonds d'un café, ainsi que de tous les meubles et effets qui s'y trouvent, situés à l'angle des rues d'Orléans et Villere, Deuxième District de cette ville. Ainsi le terme restant du bail des dits lieux.

Voir aux annonces.

Encan pour les Dames.—Les Dames qui recherchent les occasions de bon marché feront bien d'assister à l'encan de marchandises sèches, qui se fera aujourd'hui dans le magasin de M. Jas. Rynack, 168 rue du Canal. Les marchandises sont toutes neuves, et ont été achetées dans le but de satisfaire les plus difficiles. Les prix seront tels que tout le monde sera satisfait. Ventes à 11 heures du matin, chez lui, rue du Canal, No 168. Un assortiment qui fera rich si se compose de toutes sortes d'articles de toilette et d'étoffes de fantaisie. Nous appellons aux dames de ne pas négliger cette occasion, car nous ne présentons ni rarement à acheter de belles et élégantes choses, a des prix réduits.

THÉATRES.

Aujourd'hui, Mercredi.
ACADÉMIE.—Frou-Frou.
ST. CHARLES.—Undine.
CIRQUE ET MÉNAGERIE AMES.—Tivoli Circle.

L'Administration Warmoth.

Nous avons dit que nous jugerions la nouvelle administration municipale par ses actes. Elle ne nous a pas fait attendre longtemps pour nous donner la mesure de ses tendances Elle a nommé, comme recorder, le cinquième district de la ville, des radicaux de la plus belle eau; des gens pour la plupart connus par l'exagération de leurs sentiments politiques ou par leurs rancunes contre les conservateurs.

Parle caractère de ces nominations on peut juger de celles qui suivront. Le radicalisme va dominer dans tous les bureaux, et il n'y aura pas d'employé, si infime qu'il soit, qui ne sera obligé de faire acte d'allégeance au parti dominant.

Il n'y a pas bien longtemps que nous prédisions ce qui arrive. Le bill de consolidation avait pour objet de rendre M Warmoth maître absolu des destinées de la ville. Aujourd'hui, le tour est fait. Le gouverneur pourra commander en autocrate à tous les employés grands et petits de l'administration municipale comme il commande déjà à la police métropolitaine Avec toutes les influences réunies dont il disposera désormais, et, grâce aux votants radicaux des divers faubourgs annexés, M. Warmoth espère pouvoir contrôler les élections de novembre. La ville de la Nlle-Orléans est à sa merci, et nous avons annoncé qu'il en serait ainsi dans le cas où le bill de consolidation deviendrait loi.

Il vient peut-être mieux que cela soit. Un compromis humiliant eût empêché une réaction, tandis qu'elle ne saurait manquer de se produire lorsque la population de la Nlle-Orléans aura bu jusqu'à la lie le calice du radicalisme.

M Warmoth cherche à créer un parti personnel qui lui soit tout dévoué. Pour les gens crédules il a de mielleuses paroles, pour les consciences vénales des places ou des promesses. Il compte, d'un autre côté, sur la lassitude de l'opinion publique pour triompher des résistances, et il tient en réserve tout l'arsenal des lois arbitraires votées dernièrement à son service par la Législature.

Sans doute, il est persuadé qu'il a tous les atouts dans son jeu et qu'il tuera par avance toute cette Louisiane indomptée qu'il a choisie pour en faire le marchepied de sa fortune et son ambition. Il a vu nombre de conservateurs lui faire des avances des démocrates influents s'incliner devant lui, et il peut croire qu'il aura bon marché de ceux qui persistent dans leur défiance ou dans leur opposition.

Certes, nous sommes loin de nier le progrès qu'il a fait, grâce à la trahison des uns, à la crédulité des autres et à l'apathie générale; mais, malgré tout, nous restons convaincu que son succès ne saurait être que passager.

M. Warmoth a jeté le masque trop tôt, et, s'il est des conservateurs qui prêtent dent avoir conservé sur son compte quel ques illusions, ce ne peut être sans doute leur désintéressement. Actions nous raison de soutenir que le juri électoral se rait joué par lui? Reste-t-il un doute sur ce point aux honorables citoyens qui sont tombés dans le piège qu'on leur a tendu lorsqu'on les a engagés à recommander des candidats au gouverneur? N'est-il pas de toute évidence qu'on voulait leur faire endosser à revanche des candidatures exclusivement radicales.

Nous n'avons pas été complètement satisfaits des nominations présentées par la convention démocratique, mais, à coup sûr, nous eussions préféré cent fois une administration municipale démocratique mixte composée, à l'administration que vient d'imposer M. Warmoth. A cette heure nous avions l'espoir d'une amélioration aux prochaines élections, avec la seconde nous ne devons attendre que la perversion de l'esprit public et la suppression complète des libertés électorales.

Mais, comme nous le disons plus haut nous avons avant tout à nous entendre entre nous, et nous avons annoncé qu'il en serait ainsi dans le cas où le bill de consolidation deviendrait loi.

Il vaut peut-être mieux que cela soit Un compromis humiliant eût empêché une réaction, tandis qu'elle ne saurait manquer de se produire lorsque la population de la Nlle-Orléans aura bu jusqu'à la lie le calice du radicalisme.

M Warmoth cherche à créer un parti personnel qui lui soit tout dévoué. Pour les gens crédules il a de mielleuses paroles, pour les consciences vénales des places ou des promesses. Il compte, d'un autre côté, sur la lassitude de l'opinion publique pour triompher des résistances, et il tient en réserve tout l'arsenal des lois arbitraires votées dernièrement à son service par la Législature.

Sans doute, il est persuadé qu'il a tous les atouts dans son jeu et qu'il tuera par avance toute cette Louisiane indomptée qu'il a choisie pour en faire le marchepied de sa fortune et son ambition. Il a vu nombre de conservateurs lui faire des avances des démocrates influents s'incliner devant lui, et il peut croire qu'il aura bon marché de ceux qui persistent dans leur défiance ou dans leur opposition.

Certes, nous sommes loin de nier le progrès qu'il a fait, grâce à la trahison des uns, à la crédulité des autres et à l'apathie générale; mais, malgré tout, nous restons convaincu que son succès ne saurait être que passager.

M. Warmoth a jeté le masque trop tôt, et, s'il est des conservateurs qui prêtent dent avoir conservé sur son compte quel ques illusions, ce ne peut être sans doute leur désintéressement. Actions-nous raison de soutenir que le juri électoral se rait joué par lui? Reste-t-il un doute sur ce point aux honorables citoyens qui sont tombés dans le piège qu'on leur a tendu lorsqu'on les a engagés à recommander des candidats au gouverneur? N'est-il pas de toute évidence qu'on voulait leur faire endosser à revanche des candidatures exclusivement radicales.

Nous n'avons pas été complètement satisfaits des nominations présentées par la convention démocratique, mais, à coup sûr, nous eussions préféré cent fois une administration municipale démocratique mixte composée, à l'administration que vient d'imposer M. Warmoth. A cette heure nous avions l'espoir d'une amélioration aux prochaines élections, avec la seconde nous ne devons attendre que la perversion de l'esprit public et la suppression complète des libertés électorales.

Mais, comme nous le disons plus haut nous avons avant tout à nous entendre entre nous, et nous avons annoncé qu'il en serait ainsi dans le cas où le bill de consolidation deviendrait loi.

Il vaut peut-être mieux que cela soit Un compromis humiliant eût empêché une réaction, tandis qu'elle ne saurait manquer de se produire lorsque la population de la Nlle-Orléans aura bu jusqu'à la lie le calice du radicalisme.

M Warmoth cherche à créer un parti personnel qui lui soit tout dévoué. Pour les gens crédules il a de mielleuses paroles, pour les consciences vénales des places ou des promesses. Il compte, d'un autre côté, sur la lassitude de l'opinion publique pour triompher des résistances, et il tient en réserve tout l'arsenal des lois arbitraires votées dernièrement à son service par la Législature.

Sans doute, il est persuadé qu'il a tous les atouts dans son jeu et qu'il tuera par avance toute cette Louisiane indomptée qu'il a choisie pour en faire le marchepied de sa fortune et son ambition. Il a vu nombre de conservateurs lui faire des avances des démocrates influents s'incliner devant lui, et il peut croire qu'il aura bon marché de ceux qui persistent dans leur défiance ou dans leur opposition.

Certes, nous sommes loin de nier le progrès qu'il a fait, grâce à la trahison des uns, à la crédulité des autres et à l'apathie générale; mais, malgré tout, nous restons convaincu que son succès ne saurait être que passager.

M. Warmoth a jeté le masque trop tôt, et, s'il est des conservateurs qui prêtent dent avoir conservé sur son compte quel ques illusions, ce ne peut être sans doute leur désintéressement. Actions-nous raison de soutenir que le juri électoral se rait joué par lui? Reste-t-il un doute sur ce point aux honorables citoyens qui sont tombés dans le piège qu'on leur a tendu lorsqu'on les a engagés à recommander des candidats au gouverneur? N'est-il pas de toute évidence qu'on voulait leur faire endosser à revanche des candidatures exclusivement radicales.

Nous n'avons pas été complètement satisfaits des nominations présentées par la convention démocratique, mais, à coup sûr, nous eussions préféré cent fois une administration municipale démocratique mixte composée, à l'administration que vient d'imposer M. Warmoth. A cette heure nous avions l'espoir d'une amélioration aux prochaines élections, avec la seconde nous ne devons attendre que la perversion de l'esprit public et la suppression complète des libertés électorales.

Mais, comme nous le disons plus haut nous avons avant tout à nous entendre entre nous, et nous avons annoncé qu'il en serait ainsi dans le cas où le bill de consolidation deviendrait loi.

LES ACTIONS DE L'ÉTAT DANS LE CHEMIN DE FER DE JACKSON.—Le journal officiel contient l'avis suivant :

État de la Louisiane,
Département de l'Exécutif.
Nouvelle-Orléans, 3 avril 1870.

Avis est par le présent donné que je recevrai des propositions, à mon bureau, au Mechanic's Institute, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, pour l'achat des actions de l'État dans le Grand Chemin de Fer de Jackson et du Nord, jusqu'à samedi, 9 avril courant, à midi, et qu'à ce moment il sera reçu la vente des dites actions sera adjugée au plus haut enchérisseur pour du comptant.

H. C. WARMOTH.
Gouverneur de la Louisiane.

LES ACTIONS DE L'ÉTAT DANS LE CHEMIN DE FER DE JACKSON.—Le journal officiel contient l'avis suivant :

État de la Louisiane,
Département de l'Exécutif.
Nouvelle-Orléans, 3 avril 1870.

Avis est par le présent donné que je recevrai des propositions, à mon bureau, au Mechanic's Institute, dans la ville de la Nouvelle-Orléans, pour l'achat des actions de l'État dans le Grand Chemin de Fer de Jackson et du Nord, jusqu'à samedi, 9 avril courant, à midi, et qu'à ce moment il sera reçu la vente des dites actions sera adjugée au plus haut enchérisseur pour du comptant.

H. C. WARMOTH.
Gouverneur de la Louisiane.

TEMPÉRATURE, 6 Avril 1870.

THERMOMÈTRE DE C. DUMAREL, OPTICIEN.

6 heures A. M.	56	degrés.
"	60	"
" P. M.	66	"
"	60	"

CHRONIQUE LOCALE.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT MUNICIPAL.—M. Flanders cherche des employés. Il s'en présente en foule, mais le choix est délicat. Il faut être généralement républicain, puis spécialement radical, puis extrêmement dévoué pour plaire à M. Flanders qui n'exige l'humilité qu'au troisième lieu. M. Flanders veut tout et empêche la grande : M. Flanders assume à des idées pour les autres, ce qui dispense ses employés d'en avoir pour eux. Mais il veut être sûr du zèle et du dévouement de ses hommes. Les plus zélés seront les préférés.

M. J. R. West, qui a été établi dans la salle du Conseil des Assistants-Aldermen, a nommé au bureau des rues M. W. D. Ash, ci-devant du département du quartier-maître; W. H. Waters, surintendant des rues pour le Premier District ; Wm. Vigers, surintendant des rues pour le Second : Jos. H. Ingraham, pour le Troisième; Frederick Spranley, pour le Quatrième et J. Gerts Ray, pour le Sixième.

John S. Walton, administrateur des finances, occupe le bureau du trésorier. Il a nommé E. H. Chadwick assistant-trésorier et le Capt. E. V. Hilch ex-secrétaire du surintendant de police, teneur de livre : MM. Phelps, Darcantel, Legendre et Lugenbuhl, anciens employés du bureau du trésorier de ville, sont chez eux.

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de changement de personnes dans les autres départements.

INJONCTION CONTRE LA DIRECTION DU CHEMIN DE FER DE JACKSON.—Comme on devait s'y attendre, M. Henry S. McComb, de soi-disant acquéreur du capital de la ville dans le dit chemin de fer, s'est adressé au juge Dibble pour avoir une injonction contre le président et les directeurs de la Compagnie de Jackson. Le pétitionnaire, par l'intermédiaire de son sept avocats, MM. Hays et New, Randolph, Singleton et Brown, et Billings et Hughes, a représenté qu'il est propriétaire de l'État du Delaware; qu'il est le possesseur légitime de 80,000 actions du dit chemin de fer, pour lesquelles il a payé $800,000 comptant au trésor de la ville, et que cette somme lui a été faite en vertu d'un acte de la Législature; que le dit capital lui a été dûment transféré par M. W. S. Mottin, trésorier de ville et qu'enfin M. R. S. Charles, secrétaire de la compagnie refuse de transférer sur les livres de la compagnie le capital acheté par lui.

Le juge Dibble a accordé l'injonction demandée. Un writ interdit aux défendeurs de transférer à aucune corporation ou personnes les 80,000 actions de la ville, de voter ou de laisser voter une autre personne que le plaignant, de changer ou d'effacer le dit capital ou d'émettre aucun nouveau capital à la place, ou de faire aucun acte qui puisse nuire au droit du plaignant de jouir de son capital.

CONSEIL DES ADMINISTRATEURS. — Ce Conseil s'est réuni hier sous la présidence du maire Flanders.

M. West présente une ordonnance qui pourvoit à l'élection d'un imprimeur de ville et qui fixe le taux d'insertions à 60 cents par carré. L'ordonnance est déposée.

M. Euley présente une ordonnance pour l'élection d'un notaire de ville qui aura d'autres émoluments que les honoraires ordinaires que doivent payer les parties contractantes. Cette ordonnance a été approuvée par l'avocat de ville.

Le maire invite les administrateurs à venir dans son bureau particulier pour une conférence, et le Conseil s'ajourne pour se réunir lorsqu'il sera convoqué par le maire.

ACCIDENT. — Le professeur Carmagnole, grand joueur de billard, se rendant aux courses de la Métairie en buggy, a été jeté à terre près du Cimetière des pompiers et s'est fait beaucoup de mal. Il a été reconduit chez lui par ses amis.

COUR DU RECORDER HOUGHTON.—Le nouveau recorder du Premier District, M. E. P. Houghton, a pris possession du siége hier, mais il n'a pas fait de nominations.

E. Vandergrift, accusé du meurtre de Robt. A. Allen, pilote du steamer Pauline Carroll, a été traduit devant le recorder et a déclaré qu'il n'était pas coupable. Il a été renvoyé en prison sans admission de caution. Le coroner n'a pas encore terminé son enquête sur le corps du défunt

COUR DU RECORDER STARR.—Le nouveau recorder du Deuxième District n'a pas occupé son siége hier.

VOL.—Lundi, dans la nuit, un voleur est entré chez M. Thos H. McKey, rue St-Louis, entre les rues Roman et Berthoud, a enlevé une montre et une chaîne d'or, d'autres articles et une petite soigne d'argent en billets. Il s'est introduit dans la maison en grimpant sur la gouttière par derrière, en coupant une des lames du persiennes. Il est reparti sans doute par le même chemin de traverse sans faire beaucoup de bruit, en sorte qu'on ignore entièrement le coupin qui a su faire cette honnête audace.

CONTREFAÇON.—Un jeune homme nommé Thomas Jenny a été arrêté sur une dénonciation d'avoir fait circuler de la fausse monnaie quand il savait très bien qu'elle était fausse. Jenny sera probablement livré aux autorités fédérales.

Echos Parisiens.

Nous empruntons au *Gaulois* les paragraphes suivants :

—Les populations de l'Alsace et de la Lorraine pétitionnent de tous les côtés en faveur de l'établissement, chez elle, de l'instruction gratuite obligatoire.

—Il est parfaitement *exact* que M. Emile Ollivier s'occupe de constituer une commission chargée d'examiner à fond la question *militaire*.

Cette commission, qui se réunira sous la présidence du garde des sceaux, se composera d'ouvriers, de patrons et de publicistes.

Il a été demandé à M. Jules Simon d'en faire partie : sa réponse nous est encore inconnue.

Suivant M. Ernest Picard le parti démocratique a un double rôle à remplir.

Il doit dans l'œuvre qui s'accomplit séculier la liquidation d'un passé dont la responsabilité est à tout le monde, mais dont la France porte le poids; il peut en même temps, par son entente, par sa fermeté, préparer l'avenir en maintenant le crédit sur lequel il sera permis d'élever un édifice portant, à sa base comme aujourd'hui, l'empreinte de la souveraineté nationale.

A travers les brumes de la phrase on voit poindre, dans la pensée de M. Picard, l'autre république.

L'hypothèse générale de la rentrée aux affaires des hommes qui ont précipité la chute de Louis-Philippe, rappelle l'histoire de la vieille marquise qui change son coiffeur pour prendre un ancien serviteur de la famille.

Jean, vous savez conduire ? lui demande la marquise.

—Oui, certes, madame la marquise, répondit Jean; madame oublie donc que c'est depuis si en l'honneur de la verser la première fois qu'elle n'a fait monter sur mon siége.

—Raisonnement nocturne.

La scène se passe dans un café du boulevard.

Premier noctambule.—As-tu entendu ! Nos femmes vont nous faire une scène, la pendule vient de sonner quatre heures.

Deuxième idem.—Elle ne peut pourtant pas sonner moins que cela, je suppose ! Garçon ! deux bocks.

Il n'y a que la *Vie parisienne* pour avoir de ces charmantes hardiesses !

On relevait devant une jeune mariée ce fait étrange que presque toutes nos cocottes attendent le mois d'avril pour être débarrassées d'un infirmité.

—Oh ! mon Dieu ! s'écria-t-elle naïvement, toutes à la fois ! serait-ce donc le même ?

Argus est en veine ce matin; il se saigne pour le *Charivari*.

A propos de la discussion sur l'Algérie il raconte ce trait agréable :

Un chef arabe vantait le système des fusils à aiguille : "Il est bien préférable à nos fusils à pierre," disait-il.

—Eh bien, alors, reprenait-on, vous ne servez-vous pas de ce nouveau système ?

—Parce que pour les fusils à aiguille il faut de la poudre fulminante; et nous n'en donnerons jamais aux Français qui servent plus chez nous ! répondit le chef arabe avec conviction.

On n'est donc pas tranquille, qu'on vient de prendre une mesure pour faire venir, au moindre signal, l'artillerie sur nos boulevards !

Comment cela ?

C'est bien simple, on a relié par le télégraphe le fort de Vincennes aux Tuileries, à l'état-major de la place, ainsi qu'aux différents points importants de la capitale.

Le câble—un câble restant à l'abri de toute atteinte—se trouve placé pour plus de sûreté encore dans l'égoût qui suit la route départementale allant de Paris à Vincennes.

Les précautions sont bien prises et maintenant, barricadons, mes amis, vous n'avez qu'à vous tenir coi !

—Vous parlez d'envoyer au concile un ambassadeur, disait-on à M. Darn, mais vous n'en aurez pas le temps. Le dogme sera proclamé avant que vous puissiez intervenir. Vous et vos collègues de Vienne et de Munich vous serez joués par l'infaillibilité.

Le ministre ne répondait pas, mais un personnage qui se trouvait dans le même groupe répliqua :

—Ne croyez point qu'on aille aussi vite que cela. La curie tient à son dogme et vous savez le proverbe italien, *Chi va piano....*

—Vous avez raison, *va sano.*

Hier, le comte Darn a fait partir pour Rome un des attachés à son cabinet. Cet envoyé est muni de dépêches fort importantes.

On dit que c'est à la suite d'une conversation que l'Empereur a eue dimanche dernier avec deux prêtres venant de Rome que cette mesure a été prise.

—Un Chaun tout à fait joli dans le *Charivari*.

Deux messieurs en uniforme, un peu chevre comme il convient, causent d'un air grave, cachant derrière leur dos un gros sac, bien enflé, que jugeai-je ? contient.

Certainement, dit l'un, il faudrait réfléchir des économies. Mais lesquelles ? Je ne vois pas....

—Il faut nous plus.

PAR LE TELEGRAPHE

Dépêches transmises à l'Abeille.

Nouvelles européennes.

Londres, 5 avril—La reine a signé le bill pour la préservation de la paix en Irlande.

Paris, 5 avril—Il y a eu aujourd'hui une séance orageuse au Corps législatif; Jules Favre a violemment attaqué le sénatus consulte comme devant augmenter le pouvoir personnel. Il a dit que le pouvoir de déclarer la guerre ou la paix ne doit pas être laissé au chef de l'État, car ceini-ci, après une guerre heureuse, pourrait écraser le pouvoir législatif. Il a dénoncé les changements proposés à la Constitution comme l'*ultima ratio* du despotisme. Son discours a causé une grande agitation dans la Chambre. Plusieurs membres ont demandé que la question fût mise de côté. Il a déclaré qu'il n'était pas compétent. Il a été renvoyé en prison sans admission de caution. Le coroner n'a pas encore terminé son enquête sur le corps du défunt

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de changement de personnes dans les autres départements.

Londres, 5 avril—Les actions du cable français ont baissé par suite de la concurrence proposée. Les importations de blé d'Avoine et d'autres grains des provinces de la Baltique ont été si fortes que le prix des céréales a baissé.

Liverpool, 5 avril—Les avis de Paris, concernant le Creuzot, sont plus favorables.

Paris, 5 avril—Le *Constitutionnel* dit que le plébiscite portera sur deux points non contenus dans l'acte de 1852, savoir : la responsabilité ministérielle et la division du pouvoir législatif entre les deux Chambres. Il ajoute qu'il est évident que le plébiscite doit porter sur la discussion de la nouvelle Constitution et qu'une proclamation de l'Empereur expliquera le vrai caractère du vote national.

Paris, 5—Il n'y a pas eu de collision entre Creuzot. M. Schneider demande la guerre avant à mettre les troupes, attendu que leur présence entretient le mécontentement.

Nouvelles de la Havane.

Havane, 5—Les steamers Tentonia, de Hambourg, et la France, de St-Nazaire, sont arrivés aujourd'hui.

Les avis de Cuba en date du 20 mars, disent que la révolution progresse dans toutes les républiques du Sud. Bolivar s'est réuni aux révolutionnaires qui tiennent la route de Caracas à Laguayra.

Le gén. Blanco s'avance sur Caracas. Le président Falcon est en fuite et a fondé dans sa tentative contre Carico, et il devait retourner à Porto Cabello.

Nouvelles de Washington.

Washington, 5 avril—Le Revenu a touché aujourd'hui $271,000.

Les dilapidations de l'ex-collecteur Bailey s'élèvent à environ $200,000.

Michel Lanahan, de la Nouvelle-Orléans, a été confirmé comme consul à Tripoli, aujourd'hui.

La société philosophique de couleur, de Virginie, adresse une pétition au Congrès pour appeler ce pays les États-Unis de Colombie au lieu d'Amérique.

Le secrétaire de la marine sur le désastre de l'Oneida conclut ainsi : "Le désastre a été principalement causé par la ligne sous-marine de Kellogg, par le centre de la région cotonnière, sera adoptée. Le parti Démocrate, représentant Memphis, Little Rock et Jefferson, offre de transiger.

Washington, 5—Le Président a refusé de s'occuper du homestead pour les affranchis, en anticipation sur le Congrès.

Washington, 5—La Chambre s'est formée en comité général sur le bill de tarif. Cette puission refuse son amendement réduisant à 3 1/2 cents le droit sur le sucre clarifié. M. Schenck défend la démonte la nécessité d'une direction entre les sucres bruts et les sucres raffinés. Allison soutient que la différence actuelle est trop grande. Il faut 125 livres de sucre brut pour faire 100 livres de sucre raffiné, 3 1/2 cents sur le dernier équivaudrait à 7 cents sur le premier. M. Marshall a proposé que la différence soit contenue dans le bill. M. Schenck défend le comité des voies et moyens. M. Kerr défend le droit actuel sur le sucre dans le bill pourquoi, sans doute, le *one-pot* est préféré au vieux humain, trop peu abondant pour les besoins universels, mais beaucoup plus subtil et plus rapide dans son action. Il a été constaté plus d'une fois, en effet, que les inoculations avortent complètement sur toute personne ayant joui de la santé, et que de jeunes gens revaccinés au *one-pot* l'ont littéralement à la gorge et à la poitrine des malades. ▼

Or, c'était pour cet appareil, si utile ainsi gratuitement, que M. Dupuy, cleve distingué, devait à la société française de bienfaisance de Paris.

Mais, par une cause inconnue, la cornue qui était renfermée le gaz éclatant, exhalait avec une violence telle que le malheureux jeune homme fut renversé inondé sur la place.

Les tuiles volèrent en éclats; le foyer s'éteignit et la cheminée en briques fut entièrement disloquée.

Un médecin qui était accouru du quartier, a été partagé en deux par un boulet qui, en fin, traité et soigné les parties qui ont été atteintes, les artères brisées, les tissus nerveux, les articulations broyées, les os fracturés, les produits pharmaceutiques détruits.

Un laboratoire, mesurant trois mètres carrés, il ne reste plus que quatre murs.

La salle de la pharmacie attenant au laboratoire a subi des dommages relativement minimes, grâce à la solidité du mur de séparation.

Quand on se fut un peu remis du premier instant de stupeur, le personnel s'occupa de porta vers le théâtre de l'accident.

M. Dupuy, qu'on trouva étendu au milieu des débris informes, fut transporté dans sa chambre, où l'on constata que la cuisse droite était fracturée; plus deux de brisées de la grosseur d'un œuf avaient pénétré dans les chairs qui ont été littéralement labourées par ces projectiles; le bras droit a reçu également de graves blessures.

Son état, quoique très grave, ne paraît pas devoir mettre ses jours en danger; mais on ajoute que, de la violente commotion qu'il a éprouvée, il ne résulte une complication sérieuse.

M. Clément, commissaire du police du quartier, s'est empressé de se rendre sur les lieux; une enquête a été ouverte immédiatement à l'effet de découvrir la cause déterminante de cette explosion, la première qui se soit produite dans la préparation du gaz combiné.

☞ Le spasme chez les enfants est le plus souvent le résultat des vers. Lorsque les enfants sont tourmentés et ont le pouls nerveux, quand tantôt ils mangent avec voracité, tantôt refusent de boire nourriture, lorsqu'ils ont le visage sale et bouffi, et surtout quand des signes certains convainquent que ce sont là les indices de la présence des vers.

Les douleurs au ventre, qui s'endort et se durcit sont le même indice.

Les pores et nerfs doivent se souvenir que ces vers sont dangereux et qu'assistés qu'on dra grandissent et croissent, ils doivent nécessairement le vermifuge de B. A. Fahnestock, remède qui agit doucement et ne pouvant nuire en petit être le plus délicat.

Que l'enfant le mangeons lui même, soupçonné ou connu, chaque bouteille, dont le contenu n'est vendu qu'autant qu'elle porte les initiales B. A. Fahnestock.

L'acheteur doit examiner lui même chaque bouteille. Le nom de Fahnestock seul ne suffit pas, bien qu'il soit précédé des initiales B. A.

Les 21 Canons relatifs à l'Eglise.

Voici le texte des vingt-et-un canons relatifs à l'Eglise. Ces canons sont proclamés d'un prémunie qui en accentue la signification. Ils doivent être cités à la suite du dogme de l'infaillibilité.

De l'Eglise du Christ.

Canon I. — Si quelqu'un dit que la religion du Christ n'existe et n'est exprimée dans aucune société particulière instituée par le Christ lui-même, société qui doit être observée et exercée dûment par les individus séparément, sans tenir compte d'aucune société qui soit la vraie Eglise du Christ, qu'il soit anathème.

Canon II. — Si quelqu'un dit que l'Eglise n'a reçu de Seigneur Jésus-Christ aucune forme de constitution certaine et immuable, mais que, de même que les autres sociétés humaines, elle a été sujette, et peut être sujette, aux changements et aux transformations, qu'il soit anathème.

Canon III. — Si quelqu'un dit que l'Eglise du Christ n'est pas une société parfaite, ne dépendant de rien d'autre que d'elle-même et à laquelle Dieu a révélé, jusqu'à la consommation des siècles, tout ce qui est nécessaire pour conserver la société et la gouverner, qu'il soit anathème.

Canon IV. — Si quelqu'un dit que l'Eglise n'est pas une société nécessaire et d'une grande divinité n'est pas une société visible, ou que les signes de l'Eglise, qui sont écrits dans l'Evangile et qui sont inscrits par les Pères dans le symbole, ne sont pas suffisants pour constituer la société de l'Eglise, ou que l'Eglise n'est pas une société parfaite, qu'il soit anathème.

Canon V. — Si quelqu'un dit que l'Eglise du Christ n'est pas une société absolument nécessaire pour obtenir le salut éternel, ou que des hommes peuvent être sauvés par le culte d'une religion quelconque, qu'il soit anathème.

Canon VI. — Si quelqu'un dit que cette infidélité, par laquelle l'Eglise catholique proscrit l'opinion d'hommes dissimulant, toute espèce religieuse, n'est pas un péché, mais seulement un droit dérivant de la liberté de conscience, droit qui appartient à tous, en sorte que la vérité de la religion ou peut pas seulement être des opinions, mais un certitude, et que par conséquent toutes les sectes religieuses doivent être tolérées par l'Eglise, qu'il soit anathème.

Canon VII. — Si quelqu'un dit que l'Eglise du Christ ne doit pas être obligée par les fonctions qui sont contenues dans la révélation divine, et que nous ne sommes aussi aux autres vérités qui sont nécessaires pour le dépôt de la révélation sont garde intégrale et inviolable, qu'il soit anathème.

Canon VIII. — Si quelqu'un dit que la présente Eglise du Christ n'est pas la plus grande et suprême gouvernante pour affermir le salut, mais qu'elle fait comme une autre, par une nouvelle et plus pleine effusion du Saint-Esprit, qu'il soit anathème.

Canon IX. — Si quelqu'un dit que l'infaillibilité de l'Eglise n'est restreinte qu'aux choses qui sont contenues dans la révélation divine, et que rien n'est aussi aux autres vérités qui sont nécessaires pour le dépôt de la révélation sont garde intégrale et inviolable, qu'il soit anathème.

Canon X. — Si quelqu'un dit que l'Eglise n'est pas une société parfaite, mais une institution *collégiale*, ou qu'elle est telle, dans la forme de son gouvernement, qu'elle n'est susceptible à la domination absolue de celui qu'il soit anathème.

Canon XI. — Si quelqu'un dit que l'Eglise, instituée par Notre Seigneur Jésus-Christ, une société d'égaux, que les évêques sont, en vertu de leur office et un ministère dans un pareil pouvoir propre de gouvernement, *reconnaissant* qu'il le compétent de l'autorité et qu'ils doivent et qu'ils doivent exercer librement, qu'il soit anathème.

Canon XII. — Si quelqu'un dit que l'Eglise du Christ, dans le but de pouvoir gouverner avec fruit, a été divisée par l'Eglise sainte, catholique et apostolique romaine, qu'il soit anathème.

Canon XIII. — Si quelqu'un dit que l'Eglise du Christ, dans le but de pouvoir gouverner avec fruit, a été divisée par l'Eglise sainte, catholique et apostolique romaine, qu'il soit anathème.

Canon XIV. — Si quelqu'un dit que la parole de Dieu n'a pas été parfaite par Notre Seigneur, et qu'elle n'a pas été parfaite par Notre Seigneur, et qu'elle n'a pas été parfaite par Notre Seigneur, et qu'elle